

Dispensé de timbrage Centre Courrier de Malakoff



BULLETIN N° 69 - NOUVELLE SÉRIE - DÉC. 2015 - PRIX : 1 €

Des attentats à la confiscation de la démocratie

Bien entendu le Bureau de l'ACCA condamne les cent trente morts tragiques et les trois cent cinquante blessés des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, mais au même titre que l'ACCA s'indigne de tous les actes monstrueux dont les crimes de guerre tel le bombardement, le 3 octobre 2015, d'un hôpital traumatologique de *Médecins sans frontières* à Kunduz en Afghanistan.

Le lourd bilan en vies humaines ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur le sens qui est donné aux événements et la gestion qui en est faite. En janvier, la parade orchestrée des chefs d'État avait coupé court à toute réflexion, il fallait "être Charlie" sinon cela signifiait que l'on apportait un soutien aux terroristes en rompant la cohésion nationale. L'omerta médiatique s'est appliquée pendant des mois avant que des nuances puissent être entendues dans les médias nationaux sans que ces voix discordantes et ces interrogations tolérées tardivement ne bénéficient à un moment quelconque d'un relais médiatique équivalent à celui du discours dominant.

Suite aux attentats du 13 novembre 2015, le Bureau de l'ACCA déplore que la première décision du gouvernement consiste en la réaffirmation du caractère belliqueux de la politique internationale française à travers des ripostes aériennes lancées dès le 16 novembre sur les territoires occupés par Daesh en Syrie, bombardant tout autant les populations civiles que les cibles stratégiques.

L'ACCA s'inscrit plus que jamais à l'encontre des politiques d'interventions militaires de la France qui ont ouvert la voie à ces violences terroristes. Les actions militaires de la France se sont démultipliées ces dernières années, comme l'opération Chammal

lancée en septembre 2014 en Irak dont le champ d'action a été élargi à la Syrie depuis le 27 septembre 2015 et renforcé depuis les attentats de Paris de novembre. Dans la même aire géographique, l'opération Barkhane recouvrant tout le Sahel s'est substituée le 15 juillet 2014 à l'opération Serval entamée au Mali le 11 janvier 2013, et l'opération Épervier débutée dès 1986 au Tchad. Il faut rajouter la participation des forces militaires françaises aux opérations sous pavillon de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU, sans que la question soit débattue et que le citoyen français puisse émettre un avis. Désormais des limites sont apposées à la possibilité de débattre avec un spectre aussi large qu'imprécis sous couvert d'un état d'urgence dont la durée est appelée à se proroger au point d'interroger sur la pertinence même du mot "urgence" correspondant à une nécessité d'une action immédiate recouvrant désormais une situation se pérennisant, une exceptionnalité devenue la règle.

« Nous sommes menacés parce que nous sommes un pays de liberté. » déclarait le 7 janvier 2015, le président François Hollande, des paroles qui tendent à relever de la méthode Coué quand, après le recours à un état d'urgence prolongé il est maintenant question de déchéance de la nationalité sur fond de présence militaire dans les lieux publics, d'interdiction de manifester, de la multiplication des mesures d'assignation à domicile.

Est à présent ouverte la boîte de Pandore des idées réactionnaires promues par les héritier(e)s et les nostalgiques d'une France puissance coloniale, inégalitaire, propice à l'expansion capitaliste.

Le Bureau

Face aux dérives sécuritaires actuelles, l'ACCA prend position aux côtés des associations ci-dessous contre le projet gouvernemental de déchéance de la nationalité

Pour nous, c'est définitivement non !

Ainsi le président de la République a décidé de modifier la Constitution dans le pire sens qui soit. Nous appelons les citoyens et les citoyennes à manifester d'ores et déjà leur opposition à ces projets en signant la pétition suivante :

« Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats. »

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Notre rejet est absolu. Nous appelons tous ceux et celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.

Pour signer vous aussi :

<http://www.nousnecederonspas.org/petition/>

A l'initiative de :

AFD International, ACCA, Agir pour le changement démocratique en Algérie (Acda), Altertour, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association Femmes solidaires, comité Saint-Denis, Association France-Palestine solidarité (AFPS), Association des Marocains en France (AMF), Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes (ARDLFM), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine (Aurdip), Attac, Cadac, Cedetim, CGT Police Paris, Centre islamique Philippe Grenier (CIPG), Cercle Condorcet de

Paris, Collectif BDS Saint-Étienne, Collectif CGT Insertion-Probation (UGFF-CGT), Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), Collectif Féministes pour l'égalité, Collectif Judéo-arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP), Collectif Mémorial 98, Collectif national des Faucheurs volontaires, Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Collectif Stop le contrôle au faciès, Comité pour le développement et le patrimoine (CDP), Commission islam et laïcité, Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal), Confédération générale du travail (CGT), Coordination de l'action non-violente de l'Arche (Canva), Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), Droit solidarité, Emmaüs international, Espace franco-algérien, Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), Fédération nationale de la Libre pensée, Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), Femmes égalité, Filles et fils de la République (FFR), Fondation Copernic, Halte OPGM07, Ipam, Justice et libertés Strasbourg, La Cimade, Le Gisti, Le Mouvement de la paix, Liber-pensula Frakcio de Sat, Ligue des droits de l'Homme, Mamans toutes égales (MTE), Minga-agir ensemble pour une économie équitable, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Osez le féminisme !, Planning familial, Powerfoule, Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'Homme (RaidH), Réseaux citoyens Saint-Étienne, Réseau Éducation sans frontières (RESF), Revue Inprecor, Revue Regard, Romeurope 94, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat national des journalistes (SNJ), SNJ-CGT, SNPES-PJJ/FSU, Solidaires étudiant-e-s, Union générale des Fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF-CGT), Union juive française pour la paix (UJFP), UNEF, Union syndicale de la psychiatrie (USP), Union syndicale solidaires.

**RAPPORT D'OUVERTURE
ET D'ACTIVITE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
DU SAMEDI
10 OCTOBRE 2015**

Après avoir remercié les participants de leur présence malgré les difficultés dues essentiellement à la santé et à l'âge, un premier constat est dressé que même si notre souhait le plus cher est de rajeunir et de féminiser notre association, nous restons à plus de 80 % de retraités — certes actifs et déterminés à continuer à faire vivre notre action anticolonialiste, à notre avis encore plus nécessaire aujourd'hui. Depuis cette assemblée de 2013, notre journal a salué les amis qui nous ont quittés. Nous pouvons citer : Pierre Guyot, Norbert Sestini, René Justrabo, René Duvalet, Henri Alleg, Raymonde Étienne, Jean-Luc Einaudi, Guy Drouillard, Guy Fischer, René Vautier, Henri Martin, et nous y associons tous les adhérents de l'ACCA qui sont décédés dans cette même période. Une minute de silence est alors demandée. Merci pour eux tous !

Depuis notre Assemblée générale du 25 mai 2013, beaucoup d'événements mondiaux se sont déroulés. La situation politique en France n'a pas évolué dans un sens positif, car le président de la République utilise le pouvoir personnel de la V^e République qui ressemble à une monarchie absolue. Il se passe de l'avis du peuple et même de celui des députés et sénateurs pour prendre des mesures d'austérité et de guerre qui remettent en cause tout le programme du Conseil national de la Résistance, qui s'attaque à la Sécurité sociale, à tous les services publics, en reniant toutes ses promesses électorales. Il se met ainsi au service du patronat et des plus

riches avec, comme très grave conséquence, l'augmentation continue du chômage dans notre pays, qui touche non seulement les plus jeunes, mais aussi les plus de 50 ans et tous les travailleurs, ce qui correspond à plus de six millions cinq cent mille chômeurs, un des plus forts taux des pays européens. Avec ce gouvernement, la France-Afrique a encore de beaux jours devant elle, et du point de vue militaire la France reste un des plus grands pourvoyeurs d'armes et avec l'OTAN poursuit des guerres dans de nombreux pays. Du point de vue colonialiste, la France possède des départements d'outre-mer où l'égalité des droits et les mêmes conditions de vie que sur le continent ne sont pas respectés, et parmi ceux-ci l'île de Mayotte qui, d'après une résolution de l'ONU, devait faire partie de la République indépendante des Comores.

Notre engagement pour maintenir la mémoire de la décolonisation et faire sortir la France de cette politique colonialiste est d'actualité, c'est notre combat essentiel. En ce qui concerne la politique mondiale nous avons quelques sujets de satisfaction. Des pays d'Amérique du sud et d'Amérique centrale sous l'impulsion de Cuba, du Venezuela et de la Bolivie contestent la dictature internationale des États-Unis. Ces pays doivent sortir du néo-colonialisme. Nous devons saluer le rapprochement des États-Unis et de Cuba qui va mettre fin à des années de blocus économique de Cuba par les États-Unis. Nous pouvons aussi saluer des avancées pour le peuple palestinien, le drapeau de la Palestine flottant maintenant sur l'immeuble de l'ONU à New York. Les peuples d'Afrique restent colonisés, très appauvris et souffrent des guerres et de la misère poussant de très nombreuses personnes à émigrer en Europe pour pouvoir vivre et travailler en envoyant de l'argent pour pouvoir nourrir leur famille restée en Afrique. Sur le plan de la guerre, la situation ne fait que s'aggraver. Les

gens en Afghanistan et en Irak ont entraîné la Syrie à entrer en guerre interne obligeant les habitants à fuir le pays et à s'installer dans les pays limitrophes, et même plus loin dans les pays européens ; plus du tiers de la population a quitté le pays. Et partout la guerre économique et sociale que livre le FMI et les banques mondiales à tous les pays pauvres a pour conséquence que des millions d'enfants meurent de faim et de maladies. Alors qu'il y aurait largement de quoi nourrir toute la population mondiale. Il suffirait pour cela de renoncer définitivement à la bombe atomique, de cesser de fabriquer des armes, et de supprimer tous les budgets de guerre dans le monde.

Notre action principale est la promotion de notre *Manifeste* toujours d'actualité. Je vous rappelle seulement que le chapitre de conclusion a pour titre : "*Établir de nouveaux rapports internationaux : une tâche prioritaire*".

Depuis l'AG du 25 mai 2013 nous avons réuni notre Conseil national deux fois. Vingt-huit réunions de Bureau toujours ouvertes à tous les membres du Conseil national se sont tenues. Les comptes rendus des réunions sont envoyés à tous les membres du CN qui désirent y participer. Nous avons édité neuf numéros de notre journal, du n° 59 au n° 67. Nous le sortions avec quatre ou six pages et depuis le n° 60 nous sommes passés à huit pages ; c'est pour nous un plus, mais c'est à vous à nous le dire. Il existe une commission du journal qui pourrait se renforcer. Depuis l'AG 2013 nous avons abordé de nombreux sujets : Résolutions de l'AG : Plus un seul soldat français hors de France - Opposition au retour de la France dans l'OTAN - Henri Alleg : un combattant de la liberté - Contre la guerre au Mali - Jean-François Gavoury à la stèle aux victimes de l'OAS au Père Lachaise - Le président du Guatemala condamné pour génocide - Que fait l'armée française en Afrique ? - Opération Condor - Libération de Mumia Abu

Jamal - Libérez Ennama Asfari - Soutenez le peuple palestinien - 50 jours d'attaque contre la bande de Gaza - Non au massacre au Dombas par le gouvernement d'extrême-droite de Kiev - Demande au gouvernement de reconnaître l'État palestinien - L'avenir du Liban : une alliance démocratique progressive - Libérez Ibrahim Abdallah - Salut à la libération des derniers des cinq Cubains aux États-Unis - Contre le maire de Béziers, Robert Ménard, partisan de l'OAS - Huit heures avec Henri Alleg - Deux millions de Gazaouis assiégés - Dénonciation des guerres coloniales françaises - Les migrants, une question sans réponse, mais une question humanitaire - Viêt-nam aujourd'hui - Livre d'Alain Ruscio : *Nostalgie* - Présentation de la compagnie La Fontaine d'Or - Inauguration d'un parvis Marwan Barghouti - Fête de l'Humanité 2015.

Dans la même période nous avons participé aux fêtes de Malakoff, aux fêtes de l'*Humanité* et à d'autres réunions à Malakoff et à Paris, ainsi qu'à la Semaine anticoloniale. Pour l'Assemblée générale d'aujourd'hui, 481 convocations ont été envoyées. Nous avons toute la journée pour aborder les nombreuses questions des rapports et sans doute bien d'autres dont je n'ai pas parlé. Notre lutte anticolonialiste devient de plus en plus complexe, mais nous pensons pouvoir la poursuivre avec courage et persévérance.

Le Bureau sortant déclare ouvert les travaux de notre Assemblée générale 2015 et nous souhaitons qu'ils se déroulent dans le calme et la sérénité, ce qui permettra un travail fructueux pour l'avenir de notre ACCA, et permettez-moi de terminer par une pensée de Vercors :

« Aimer les hommes, ce n'est pas seulement pleurer sur leurs souffrances, c'est se battre aussi pour qu'elles cessent ! »

Pour le Bureau :
Alban Liechi

Des soldats du refus à la guerre d'Algérie

Suite à la publication dans *Agir* 68 d'une liste de soldats du refus, il s'avère nécessaire d'apporter le complément suivant à travers le texte publié dans la revue de l'AFASPA *Aujourd'hui l'Afrique*, été 2012, numéro spécial "50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie".



De 1954 à 1962 l'opposition à l'intervention militaire en Algérie n'a pas cessé de progresser.

Nombreux furent les jeunes appelés qui s'efforcèrent de se soustraire à une participation à ces combats :

— certains multiplièrent les dé-marches pour obtenir un sursis d'incorporation ;

— d'autres cherchèrent des appuis pour effectuer leur service militaire en France métropolitaine ou en Allemagne ;

— d'autres ne répondirent pas à l'Appel sous les drapeaux. Il y eut environ 10 000 insoumis. Pour ceux-là, il fallait disparaître, se faire oublier et souvent se réfugier à l'étranger.

Les archives militaires comptent 886 déserteurs (soldats qui quittent illégalement leur unité). Parfois au cours d'actions héroïques comme celle de Noël Favrelière qui déserta en Algérie et emmena avec lui un prisonnier menacé d'exécution sommaire. D'autres encore comme Bernard Sigg ou Claude Vinci... Mais pour eux aussi, il fallait ensuite disparaître, se cacher.

Plusieurs centaines d'objecteurs de conscience furent aussi emprisonnés, comme les Témoins de Jéhovah qui refusaient jusqu'au port de l'uniforme, et d'autres militants chrétiens révoltés par les tortures et les exactions de l'armée.

Pour les communistes, dont le parti fut le seul en tant que parti,

dès 1954, à dénoncer la répression en Algérie, et militer pour les droits légitimes du peuple algérien, l'action collective était prioritaire, déterminante. Leur engagement fut constant dans les mouvements de protestation, contestations, manifestations de toute nature qui se succédèrent durant toute la guerre.

Les communistes algériens étaient dans la lutte armée en Algérie.

En France, les communistes français menaient le combat idéologique pour montrer l'absurdité, l'injustice de cette guerre car il était évident que l'on ne pourrait y mettre fin sans obtenir l'appui de l'opinion publique française.

Pour ce faire, il fallait éviter à tout prix l'interdiction du PCF, de son journal et de tous ses moyens d'expression. Car la menace était réelle : en 1956, Michel Debré demandait que l'on mette le PC hors-la-loi.

Durant cette période, la presse communiste fut censurée, poursuivie, saisie à de nombreuses reprises. *L'Humanité* fut l'objet de cent cinquante poursuites et de lourdes condamnations. Elle fut saisie vingt-sept fois. C'est dire que toutes les actions du PCF ne pouvaient être publiques comme par exemple l'édition de bulletins, journaux, édités et distribués aux soldats dans la clandestinité.

L'action privilégiait l'organisation de manifestations collectives comme avec les rappelés (plus de deux cents manifestations d'avril à juillet 56).

En juillet 1956, le soldat Alban Liechti, jeune communiste, adresse une lettre ouverte au président de la République dans laquelle, il motive son refus de combattre le peuple algérien. Arrêté, emprisonné, il est condamné à deux ans de prison par le tribunal militaire d'Alger. Il s'agit là d'une initiative personnelle, car

les communistes privilégient toujours l'action collective.

Le courant d'opposition à la guerre a marqué des points en France. Les gouvernements successifs, en difficulté sur les plans intérieur et international sont fragilisés et dans ces conditions, en septembre 57, le Mouvement de la jeunesse communiste décide d'encourager de jeunes soldats à imiter Alban Liechti. Bien sûr, cette initiative ne peut être publique mais le Comité central du PCF en est informé par Henri Martin. L'initiative est impulsée par la publication en première page de *L'Humanité* de la lettre de Léandre Letoquart, fils d'un député communiste du Pas-de-Calais et de la protestation contre son arrestation et son transfert en Algérie.

Il avait été précédé en juillet par Claude Despretz et suivi de Fernand Marin, Jean Clavel, Francis Renda, puis en janvier 58 de Jean Vendart, Serge Magnien, Raphaël Grégoire et de plus de quarante soldats*.

Bien sûr, à chaque fois, il ne peut s'agir que d'initiatives individuelles, il faut éviter à tout prix l'implication du PCF au risque de conduire à son interdiction. La répression est sévère. Les premières inculpations visent une entreprise de démoralisation de l'armée en vue de poursuivre le PCF mais les preuves manquent et cet argument sera abandonné. Les soldats seront le plus souvent condamnés à deux ans de prison par les tribunaux militaires pour refus d'obéissance. La protestation contre ces condamnations fut importante et donna lieu à des manifestations de soutien dans les localités, les entreprises d'où étaient originaires les soldats et aussi nationalement (voire internationalement).

Elles furent aussi l'occasion pour de nouvelles personnes de s'engager contre la guerre à partir

d'une démarche de solidarité avec les condamnés. D'ailleurs le pouvoir s'en inquiéta. Aussi fit-il tout son possible pour éviter les envois vers les tribunaux militaires en intensifiant les pressions, la répression avec l'affectation vers des régiments réputés disciplinaires parfois même, encourageant la désertion. Et puis, en utilisant les "sections spéciales" comme le pénitencier d'Albertville en Savoie ou le bagne militaire de Timfouchi dans le sud algérien où l'on était « affecté » par décision ministérielle sans aucune décision de justice. Et pourtant, les conditions de détention étaient des plus difficiles et la survie aléatoire.

Après le coup de force d'Alger de mai 58, le retour au pouvoir du général De Gaulle, l'espoir d'une paix rapide en Algérie s'éloigna et l'initiative de la JC de septembre 57 pour donner un dernier coup de pouce au mouvement de protestation contre la guerre, bien qu'ayant contribué à son développement n'avait pas réussi à prendre toute l'ampleur nécessaire. C'est dans ce contexte que le secrétaire du PCF, Maurice Thorez, lors d'une conférence fédérale le 31 mai 59, indiqua que le rôle des communistes dans l'armée, pour lutter contre la guerre, ne consistait pas à se laisser isoler mais de rester au milieu de leurs camarades pour effectuer le travail de conviction nécessaire à faire avancer leurs idées. La justesse de cette attitude reçut d'ailleurs confirmation deux

années plus tard lors du putsch des généraux qui échoua en grande partie grâce à l'opposition des militaires du contingent.

Les jeunes communistes qui refusèrent de combattre en Algérie cumulérent plus d'une centaine d'années de prison, de multiples brimades et mauvais traitements dont certains ne se sont pas remis et nous ont quittés prématurément. Tous les soldats condamnés à la prison par les tribunaux militaires durent en plus effectuer la totalité de leur service militaire. C'est ainsi qu'Alban Liechti condamné deux fois à deux ans de prison, mobilisé en mars 56, ne retrouva la vie civile et la liberté qu'en mars 62.

Pour tous, à ce jour, pas de reconnaissance officielle, aucune indemnisation alors que les généraux putschistes et autres assassins de l'OAS sont maintenant promus, décorés et largement indemnisés (reconstitution de carrière) pour le manque à gagner durant leur clandestinité.

**Alban Liechti, Jean Clavel,
Raphaël Grégoire
et Jean Vendart.**

Plusieurs témoignages ont été publiés, d'autres sont en cours. Signalons le dernier *Soldats du refus* aux éditions de l'Épervier, disponible à l'ACCA (28, rue Victor-Hugo, Malakoff), 7 €, port inclus.

**Nous renouvelons notre appel à vos contributions pour compléter la liste des noms et les informations sur les Soldats du Refus dans leur ensemble et leur diversité.*

« On m'a demandé si nous allons vivre éternellement par l'épée, la réponse est oui ! »

Nous allons donc nous pencher cette fois-ci sur l'acteur incontournable du Proche-Orient : Israël, à travers les réflexions des juifs progressistes proches de l'UJFP.

A l'occasion, mi-décembre, du passage à Paris de Jeff Halper, une rencontre avait été organisée par l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) avec l'anthropologue, conférencier et militant politique étasunien, membre du comité du tribunal Russel sur la Palestine. Ce pacifiste convaincu a fondé en 1997 l'ICAHD, Comité israélien contre la Démolition de maisons palestiniennes, pour tenter d'enrayer le processus qui a abouti depuis 1967 à la destruction de plus de 20 000 maisons et bâtiments palestiniens.

La soirée du 14 décembre intitulée « Où va Israël ? Quelles sont les perspectives du peuple palestinien ? » a commencé par l'évocation de la situation conflictuelle que la proposition de la constitution de deux États distincts ne semble pas réellement résoudre. Les campagnes comme celle de BDS ont permis une plus large prise de conscience : désormais il faut agir sur les gouvernements. Jeff Halper évoque alors une issue par un renforcement de la démocratie et la mise en œuvre d'un binationalisme, citant les exemples de la Grande-Bretagne, de la Belgique, du Canada. La recherche de cette solution doit associer Palestiniens et Israéliens, comme cela s'était produit en Afrique du Sud pour mettre fin à l'apartheid en s'appuyant sur « la charte des libertés » élaborée par l'ANC entre 1948 et 1955, avec une vision de l'Afrique du Sud après l'apartheid. Les obstacles sont nombreux : les Palestiniens ne constituent pas un groupe uniforme ; les points de vue et les situations divergent entre ceux vivant en Israël, ceux des territoires occupés, ceux des camps de réfugiés ; quant aux Israéliens, dans leur grande majorité ils se rangent derrière Netanyahu leur

Israël, acteur décisif au Proche-Orient et dans le monde

Dans le précédent numéro d'*Agir*, le Proche-Orient avait été abordé à travers les luttes des peuples libanais, kurdes, et palestiniens qui se poursuivent malgré les attentats (43 morts, 239 blessés occasionnés par Daech le jeudi 12 novembre à Beyrouth), la représen-

sion particulièrement violente et acharnée de Recep Tayyip Erdogan, réélu à la tête de la Turquie, bien décidé à en finir avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'inexorable mise au pas du peuple palestinien par Benjamin Netanyahu qui a récemment déclaré :

garantissant la pérennisation de la suprématie économique, éducative et culturelle et renforçant la politique de colonisation au détriment des Palestiniens. Pour que la solution d'un État binational se concrétise, il faut, pour Jeff Halper, que les Israéliens critiques et les Palestiniens entament le dialogue avec le souci du respect des droits individuels, des garanties de sécurité. Si des pressions internationales se sont exercées par rapport à l'Afrique du Sud, il est en revanche difficile d'imaginer qu'elles s'exercent sur Israël !

Le livre de Jeff Halper *War against the people : Israël, the Palestinians and global pacification* (La guerre contre les peuples : Israël, les Palestiniens et la pacification globale) expose le poids militaire d'Israël, par les exportations d'armes mais aussi par le rôle sécuritaire et de police que remplit Israël. Après avoir expérimenté sur les Palestiniens les méthodes et le matériel, les sociétés israéliennes s'enrichissent de la quête de sécurité comme à Paris suite aux attentats et font fortune en Europe avec les pays qui cherchent à se protéger des migrants. Israël rivalise avec la France pour la 3^e place derrière les États-Unis et la Russie et n'hésite pas à commercer avec les pays boycottés (Nigéria) et à développer des technologies militaires pour le contrôle des populations.

En conclusion, Jeff Halper salue toutes les campagnes qui sont menées mais reconnaît que le plus grand pouvoir au monde est militaire, et que c'est ainsi que se conforte la suprématie israélienne, offrant peu de perspectives à court terme au processus de paix israélo-palestinien, ce que les bombardements des villes de la bande de Gaza par l'aviation israélienne dès le 2 janvier tendraient à confirmer.

Roxana,
El Otro Correo

Le livre de Jeff Halper n'est pas pour le moment édité en France, il devrait l'être courant 2016.

Guantánamo, une expérimentation carcérale toujours d'actualité

Pour cerner ce que représente le camp de Guantánamo, il faut tout d'abord savoir qu'il se trouve sur la base navale de la baie de Guantánamo dans le sud-est de Cuba. Il est situé sur un terrain de 121 km² (soit 30 000 acres) que le gouvernement étasunien occupe dans le cadre d'un contrat de location mis en place le 23 février 1903, sous la présidence de Théodore Roosevelt moyennant un loyer de 4085 dollars US réglé tous les ans par un chèque que le gouvernement cubain refuse d'encaisser depuis la fin de la première année de la révolution de 1959. Cela fait donc plus de cinquante-sept ans que Cuba souhaite que cesse cette occupation de territoire, et la question tout comme celle de la fin du blocus reste complètement d'actualité malgré le rétablissement en 2015 des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis. La façon dont Cuba a accédé en 1898 à l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne suite à la guerre hispano-américaine en tombant sous le joug des États-Unis se manifeste par la persistance de cette enclave étasunienne dont le contrat de bail a été imposé par la force et donc en violation du droit international, et qui persiste plus d'un siècle après, malgré la révolution ayant mis fin en 1959 à l'assujettissement économique et politique du pays.

Aucun Cubain ne travaille sur cette base étasunienne ; les militaires cubains ont planté dès 1961 une barrière de cactus de treize kilomètres de long aux limites nord-est de la base. Les militaires étasuniens ont renforcé la séparation en plaçant 75 000 mines dans l'espace entre les barrières cubaines et étasuniennes, le second champ de mines après celui entre les deux

Corée qui a été remplacé en 1986 sous la présidence de Bill Clinton par la mise en place d'un système de surveillance avec des détecteurs de mouvements et de bruit.

Si dans les années 90, la base a accueilli 45 000 réfugiés haïtiens suite au coup d'État et des Cubains voulant s'exiler, aujourd'hui c'est un peu moins d'un millier de militaires étasuniens qui y sont installés en 2011. Le camp de détention créé par les États-Unis en 1994 pour les prisonniers haïtiens est devenu le 11 janvier 2002, après les attentats du 11 septembre 2001, le camp Xray, une prison pour des détenus qualifiés des « pires parmi les pires » (the worst amongst the worst). Avec l'arrivée des « ennemis combattants » en janvier 2002, la population est passée de 2300 à 7000 personnes, des ouvriers venus de la Jamaïque et des Philippines ont bâti des lotissements nouveaux. Le camp Xray a alors été remplacé par le camp Delta le 28 avril 2002 où les prisonniers ont été transférés dans les six cent douze cellules. Les camps Iguana et 7 viendront compléter le dispositif que nous découvrirons plus en détail dans le prochain numéro d'*Agir* en appréhendant cette prison hors norme et en la repositionnant par rapport au système carcéral étasunien, qui, avec plus de 2,2 millions de détenus représente 23 % de la population carcérale mondiale !

RP



Ana Bélen Montés...

25 ans d'emprisonnement indigne pour avoir aidé Cuba

Autre lieu redoutable de détention où se multiplient les violations des droits humains, la prison se trouvant à l'intérieur de l'établissement médical Carswell, au sein de la base navale américaine de Fort Worth, Texas, où séjourne depuis plus de quatorze ans Ana Belén Montés.

Ana Belén Montés citoyenne américaine, née en 1957, est fille d'un médecin militaire d'origine portoricaine, qui travaillait au sein de l'armée américaine. Après ses études, elle entre en 1985, à 28 ans, à l'Agence de Renseignement pour la Défense du Pentagone (DIA), et sept ans plus tard, elle devient analyste au Pentagone, mais exerce sous couvert d'un emploi fictif de représentation diplomatique. Ses compétences la propulsent au poste d'analyste de première catégorie au Pentagone, spécialiste de Cuba et membre du très secret « groupe de travail inter-agences sur Cuba », qui rassemble les principaux analystes des agences fédérales, comme la CIA de la Maison Blanche et du Département d'État. Elle savait ce que connaissait le

Département de la Défense concernant des activités militaires cubaines.

Elle est arrêtée le 21 septembre 2001 et accusée de « conspiration pour espionnage », et de transmettre à Cuba « des informations classifiées pour pouvoir se défendre », sans contre-partie financière. Sa détention a un profond retentissement sur la communauté du renseignement de ce pays. Elle est l'espionne de plus haut rang de l'histoire des États-Unis. Elle est jugée et condamnée à vingt-cinq ans de prison en mars 2002 et échappa de justesse à la peine de mort. Désormais soumise à un régime d'isolement extrême, elle est détenue à la prison du Federal Medical Center, annexe du FBI de la station aérienne de la Marine des États-Unis, au Texas, centre destiné aux femmes délinquantes ayant des troubles psychiques. Elle ne peut recevoir que les visites de son père et de ses frères. Elle ne peut avoir de relations avec aucune détenue, ni téléphoner, ni recevoir de journaux, ni même regarder la télévision et personne ne peut s'enquérir de sa santé. Son régime carcéral n'est pas

conforme aux droits de l'Homme et beaucoup plus sévère que celui des dangereux criminels.

Voici un extrait de son plaidoyer le jour de son procès :

« ... Nous n'avons jamais respecté le droit pour Cuba de choisir sa propre voie vers ses propres idéaux d'égalité et de justice. Je ne comprends pas pourquoi nous devons continuer à dicter aux Cubains comment ils doivent choisir leurs dirigeants, qui peuvent ou ne peuvent pas être leurs dirigeants, et quelles sont les lois appropriées pour ce pays. Pourquoi ne pouvons-nous pas laisser Cuba poursuivre son propre chemin, comme le font les États-Unis depuis plus de deux cents ans... Je peux seulement dire que j'ai fait ce qui me paraissait être juste pour réparer une grave injustice... J'ai obéi à ma conscience avant d'obéir à la loi. »

Ana Belén Montés est sensée recouvrer la liberté en 2027, dans douze ans. Elle a déjà accompli treize ans de réclusion. Elle n'existe plus que grâce à un numéro matricule : FMC 25037-016.

Site : www.francecuba.org

Soutien :

Monsieur le Président Obama

The White House

1600 Pennsylvania Avenue N.W.

Washington DC 20500 (USA)

Nicole Babatz

*Le Bureau national présente à tous les adhérents
de l'ACCA, à leur famille et à tous ses amis,
ses meilleurs vœux pour 2016*

QUELQUES RENDEZ-VOUS ORGANISÉS OU SOUTENUS PAR L'ACCA

Mercredi 13 janvier à 18 h 30 au Centre culturel Algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris-XV^e, Métro Boucicaut

La présentation par Alain Ruscio, historien, de son ouvrage *Nostalgie* déprogrammée suite aux attentats du 13 novembre, est remise à l'ordre du jour. Il nous est offert une occasion de replonger dans les racines des mouvements qui ont imposé une relecture de l'Histoire et régissent les destinées de certaines villes et régions. Jean-François Gavoury, président de l'Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS (AN-PROMEVO), résume ainsi la situation : « Faute de placer les victimes au cœur de la réflexion stratégique, les pouvoirs publics ont laissé émerger le sentiment et même l'assurance d'une impunité attachée à la glorification du terrorisme. Outre d'innombrables blessés, la religion de l'Algérie française et l'OAS ont fait 2 700 morts, parmi lesquels Alfred Locussol, premier fonctionnaire assassiné par l'OAS en métropole. »

Mercredi 20 janvier à 19 h 30 au café associatif "La Commune", 3, rue d'Aligre, Paris-XII^e, métro Faidherbe-Chaligny, Ledru Rollin ou Gare-de-Lyon :

Soirée "La politique autrement"

« Cuba, terre d'accueil »

concoctée par Roxana, El Otro Correo, avec le soutien de ACCA, France-Cuba.

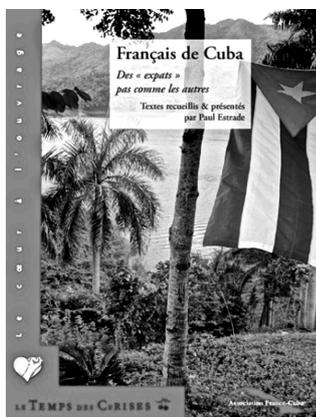
— 19 h 30 : repas "Voyage à Cuba".

— 20 h 30 : projection du documentaire d'Hernando Calvo Ospina, journaliste et écrivain, *Le blocus de Cuba*.

— 21 h : présentation par Paul Estrade, professeur émérite à Paris-VIII, de son livre de témoignages *Les Français de Cuba, des "expats" pas comme les autres*, éditions Le Temps des Cerises.

Si en d'autres lieux et sous d'autres cieux, le statut d'expatrié a des relents colonialistes, à Cuba il relève du militantisme ainsi que du soutien au

peuple cubain et à la révolution. Les quinze Français et Françaises de Cuba dont Paul Estrade a recueilli les témoignages, se revendiquent citoyens du monde, s'affirment internationalistes ou tiennent pour naturelle leur appartenance à deux patries. C'est leur conception de la solidarité qui les a poussés à partir et à s'établir dans la grande île des Caraïbes qui continue d'étonner le monde depuis plus d'un demi-siècle. Ce sont des gens modestes qui ont fait un tel choix de vie, les uns au début de la Révolution et d'autres quand la Révolution était menacée après l'implosion du bloc soviétique. Leur renoncement matériel – tout relatif, on l'aura compris – est largement compensé – chacun à sa manière, ils le disent tous –, par l'enrichissement moral et spirituel acquis au contact des Cubains dont ils ont partagé ou partagent le quotidien, simplement mais délibérément. La solidarité, ils ne l'exportent pas, ils la pratiquent et la vivent sur place. Textes recueillis et présentés par Paul Estrade.



Samedi 23 janvier à 14 h 30 à l'intérieur du cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-XX^e. au columbarium, 1^{er} sous-sol à droite, allée L, place n° 18685 :

Hommage à Claude Voisin, soldat du refus de la guerre d'Algérie et à tous les autres soldats du refus avec l'inauguration d'une plaque commémorative. Cette cérémonie, à l'ini-

tiative de l'ACCA (Agir contre le Colonialisme Aujourd'hui), association fondée par Henri Alleg, dont l'actuel président, Alban Liechti, fut le premier soldat du refus, se déroulera en présence de Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français, soutien essentiel aux soldats du refus et à leurs familles pendant la guerre d'Algérie, et d'autres invités.

Quinzaine anticoloniale 2016, du samedi 5 au dimanche 20 mars.

Un programme plus détaillé de ce rendez-vous proposé par l'ACCA et des deux suivants initiés par Roxana, El Otro Correo, avec les concours de l'ACCA et de France-Cuba figurera dans le prochain numéro d'*Agir* fin février avec les autres temps forts de la Quinzaine anticoloniale 2016 ; mais dès à présent prenez note :

Vendredi 18 mars, à 18 h 30, à la Maison de la Vie associative de Malakoff, 28, rue Victor-Hugo, métro Malakoff-Plateau de Vanves, l'ACCA vous invite à une rencontre-débat sur les enjeux et perspectives au Proche-Orient, avec les regards croisés de progressistes libanais, kurdes, palestiniens et israéliens sur la situation actuelle au Proche-Orient.

Lundi 7 mars et mercredi 16 mars à 19 h 30, à la salle des expositions de la Mairie de Paris, 8, rue de la Banque, Paris-II^e, métro Bourse.

Lundi 7 mars : Colonisations et processus d'indépendance dans les Caraïbes : Cuba, Haïti, Guadeloupe et Puerto-Rico. Spécificités et traits communs au colonialisme français, espagnol et étasunien dans les Caraïbes.

Mercredi 16 mars : Avancées révolutionnaires et blocages réactionnaires dans les Amériques : CELAC, ALBA, processus de coopération internationale face à la mondialisation, positions sur les questions énergétiques et environnementales pré et post COP 21.